

Partizipation / Participation / Partecipazione

- **116** **Gabrielle Nanchen** Qu'est-ce qui a guidé la première génération de femmes politiques en Suisse?

- **118** **Claudine Esseiva** Wie fördern bürgerliche Parteien weiblichen Nachwuchts?

- **120** **Cesla Amarelle** Quels sont les modèles d'une femme politique d'aujourd'hui?

- **122** **Barbara Bassi** Perché in Ticino per le donne sembra più difficile fare politica?

- **124** **Gudrun Sander** Was unternimmt die Universität St. Gallen, um den Anteil der Frauen in Führungspositionen zu erhöhen?

- **126** **Christine Bühler** Wann steht die erste Frau an der Spitze des Bauernverbandes?

- **128** **Carolina Eraso et Leana Ebel** Pour quoi vous engagez-vous?

- **130** **Silvia Hofmann** Was will das Bündner Mädchenparlament?

Fotos / Photos / Fotografia

- **134** **Silvia Hugi Lory und Manu Hugi** waren für dieses Jubiläumshft an verschiedenen Anlässen mit der Kamera unterwegs.
● ont couvert différents événements pour cette édition du jubilé.
● hanno partecipato con la loro macchina fotografica a diversi eventi per l'edizione del 40° anniversario della CFQF.

- deutsch
- français
- italiano

La CFQF pose la question:

Qu'est-ce qui a guidé la première génération de femmes politiques en Suisse?

Gabrielle Nanchen répond



Pierre-Antoine Grisoni / Strates

Gabrielle Nanchen est l'une des dix premières femmes à avoir accédé au Parlement fédéral. Elle a été conseillère nationale (PS, VS) de 1971 à 1979 et vice-présidente de la Commission fédérale pour les questions féminines CFQF de 1980 à 1987.

Qu'est-ce qui vous a poussée à vous présenter à une élection?

J'ai été candidate au Conseil National l'année même où les femmes de Suisse ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité. Le Parti socialiste valaisan, auquel j'avais adhéré quelques années auparavant, avait besoin comme tous les partis de mettre une femme sur sa liste. C'est par militantisme que j'ai accepté d'être candidate. Mais je ne souhaitais pas être élue. J'avais en effet deux enfants en bas âge – le second ne marchait pas encore – et je pensais qu'une élection m'aurait posé des problèmes insurmontables.

Comment êtes-vous parvenue à concilier maternité et politique?

C'est grâce à mon mari que j'ai pu, pendant un certain temps, concilier politique et maternité. Durant mes absences à Berne, il s'occupait de nos deux petits avec l'aide de sa mère. Les choses se sont compliquées avec la naissance au début 1978 de notre troisième enfant. Jusqu'à la fin de la législature, je le prenais avec moi à Berne et le confiais à une «Tagesmutter». Mais c'était épuisant. Lors du renouvellement du parlement en automne 1979, j'ai renoncé à me présenter aux élections. N'étant pas une superwoman, il m'était devenu trop difficile de concilier mon travail de parlementaire à Berne (à trois heures de chez moi) et mes tâches familiales.

Comment se sont passés vos débuts au Conseil national et la collaboration avec les autres élues?

De même que les neuf autres femmes élues en même temps que moi, j'ai été fort bien accueillie par mes collègues masculins et par les médias. Durant ma première législature, j'ai essayé de répondre aux attentes de mon parti et de mon groupe plutôt que de rechercher une collaboration féminine interpartis. C'est en 1975, lorsque j'ai été reconduite dans mon mandat, que j'ai accepté avec enthousiasme l'idée de la libérale genevoise Monique Bauer-Lagier, nouvellement élue, de créer au Parlement une sorte de women's caucus. Il y avait dans ce groupe des conseillères nationales appartenant, si ma mémoire est bonne, au Parti socialiste, au Parti libéral et au PDC. Nous nous retrouvions au début de chaque session. Ensemble, nous avons élaboré des stratégies pour faire avancer certaines thématiques telles que la politique familiale et l'égalité entre hommes et femmes dans le domaine professionnel.

A 28 ans, vous étiez de loin la plus jeune parlementaire. Cela a-t-il été un problème?

J'ai le souvenir d'avoir été bien accueillie par mes collègues femmes, notamment par les trois socialistes Amelia Christinat, Lilian Uchtenhagen et Hedi Lang ainsi que par la communiste Nelly Wicky. Si problème il y avait, c'était mon manque d'expérience politique. Mais plusieurs de mes camarades romands ainsi que mes collègues valaisans PDC et radical m'ont efficacement coachée.

«Nous avons élaboré des stratégies pour faire avancer la politique familiale et l'égalité professionnelle.»

«Le monde a besoin des femmes pour résoudre les problèmes.»

Pour quelles causes vous êtes-vous engagée au Parlement?

Ayant fait des études de sciences sociales et de travail social, je me suis d'emblée intéressée aux questions de politique sociale, notamment à la révision de l'assurance-maladie et à l'introduction de l'assurance-maternité. Ma première intervention était un postulat visant à introduire dans l'AVS la flexibilité de l'âge de la retraite. J'ai également combattu le statut de saisonnier et travaillé à l'amélioration de la loi sur l'asile. Durant les huit années que j'ai passées au Parlement, je crois être restée fidèle à mon idéal de justice sociale.

Par la suite, vous avez écrit deux livres sur l'égalité¹. Était-ce une réaction par rapport à votre activité politique, une manière de faire le point ou plutôt une tentative d'atteindre vos buts par un autre moyen?

Pour mon premier livre, c'était les trois choses à la fois. Je ne cacherais pas que mon retrait du Parlement a été douloureux. J'ai dû faire en quelque sorte le deuil de cette forme d'engagement et des contacts que m'offrait la politique. Aussi, lorsqu'un éditeur m'a sollicitée pour parler de la cause des femmes, j'ai accepté volontiers. C'était une façon de pouvoir continuer à dire les choses qui me tenaient à cœur et à ne pas rompre totalement les liens que j'avais avec le public. Pour mon second livre, l'initiative venait de moi. J'avais un message à faire passer, un message qui me paraissait nouveau par rapport à celui que véhiculaient les organisations féministes dont j'étais proche. Lors de la Conférence mondiale à Nairobi en 1985, j'avais en effet compris une chose qui m'a paru essentielle: le monde a besoin des femmes pour résoudre les problèmes sociaux, environnementaux, politiques et économiques qui se posent à lui. Pas seulement pour une question d'équité mais aussi et surtout parce que les femmes, depuis la nuit des temps, ont appris à incarner les valeurs de respect de la vie sous toutes ses formes, d'attention à l'autre (care) et de recherche d'harmonie dans les relations sociales.

Lorsque vous voyez le Parlement actuel, cela vous donne-t-il envie de reprendre du service?

La question pourrait se poser si j'étais plus jeune. Aujourd'hui, je considère que j'ai fait mon temps en ce qui est de la politique politicienne. C'est à d'autres engagements que je consacre les forces qui me restent. La question notamment du vivre ensemble entre personnes de cultures différentes me préoccupe beaucoup et je suis active dans des associations œuvrant dans ce sens. Par ailleurs, une de mes tâches importantes consiste à aider ma fille à concilier ses activités de mère de famille et de femme engagée dans une profession exigeante. L'histoire est un perpétuel recommencement!

Entretien: Katharina Belser

Note

- 1 Hommes et femmes, le partage, Ed. Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1981.
Amour et pouvoir, des hommes, des femmes et des valeurs, Ed. Pierre-Marcel Favre, Lausanne, 1990, traduit en allemand sous le titre Liebe und Macht, Gedanken zu den weiblichen und männlichen Werten, Benziger Verlag, 1992.

Les femmes et les élections, données statistiques:

www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/17/02/blank/key/frauen_und_politik/bund.html

Femmes Pouvoir Histoire. Les dates et les faits les plus marquants concernant la participation politique:

www.comfem.ch > Documentation > Histoire de l'égalité

Die EKF fragt:

Wie fördern bürgerliche Parteien weiblichen Nachwuchs?

Claudine Esseiva antwortet



Die Schweiz braucht eine liberale Frauenpolitik. Eine fortschrittliche, bürgerliche Partei wie die FDP muss ihren Frauenanteil auf allen Ebenen erhöhen. Auch, weil nach über 40 Jahren Stimm- und Wahlrecht die Gleichstellung zwar formal vollbracht ist, die gesellschaftliche Realität aber leider immer noch hinterherhinkt.

Bei der Recherche für diesen Artikel bin ich auf die Broschüre «Freisinnige Frauenpolitik» aus dem Jahr 1983 gestossen. «Der Fächer tatsächlicher (d.h. auf Sitte, Moral oder Religion beruhender) Ungleichheiten der Stellung von Mann und Frau ist breit. Der entscheidende Unterscheid liegt in der Tatsache, dass die Gesellschaft Frau und Mann nach wie vor in beachtlichem Masse andere Rollen zuweist.»

Und es geht weiter: «Seit die Schweizer Frauen politisch und rechtlich den Männern gleichgestellt sind, stehen vermehrt «Frauenfragen» auf den Traktandenlisten der Parlamente aller Stufen unseres Landes. Dabei gilt es zu bedenken, dass es keine eigentlichen «Frauenfragen» gibt, sondern nur solche, die die gesamte Gesellschaft betreffen. Keine dieser Fragen geht nur die Frauen alleine an, denn jede Änderung in der Stellung der Frau innerhalb der Gesellschaft bringt unweigerlich auch eine Veränderung in der Stellung des Mannes und der Familie mit sich. Wenn trotzdem von «Frauenfragen» gesprochen wird, so sind darunter Fragen zu verstehen, die die Frauen stärker oder anders betreffen als die Männer.»¹

Diese Aussage zeigt die zwei Aspekte der liberalen Haltung, die im Jahr 2015 immer noch gilt: Zum einen wehren wir uns, als Frau ein unterstützungswürdiges Wesen zu sein, das man fördern muss. Wir sind Frauen, die eigenständig und selbstbestimmt über unser Leben bestimmen. Zum andern ist es Tatsache, dass wir immer noch in einer Gesellschaft leben, in der die Geschlechterrollen uns spezifische Aufgaben zuweisen: der Mann, der Ernährer, und die Frau, die Betreuerin. Nur gerade 5 Prozent Frauen sind in den Chefetagen der Schweizer Unternehmen vertreten. Frauen ver-

dienen im Durchschnitt immer noch rund 20 Prozent weniger für die gleiche Arbeit wie ihre männlichen Kollegen, und ein Blick auf die vorherrschende Geschlechterverteilung der Politik ist ebenfalls ernüchternd. Wenn sich die Regierungsrätinnen und Regierungsräte der Schweiz treffen, stehen sich 39 Frauen und 115 Männer gegenüber, das ergibt einen Frauenanteil von rund 25 Prozent (Stand April 2015). Der Anteil Frauen beträgt im Nationalrat 31 Prozent, im Ständerat 19,6 Prozent. (Stand Juni 2015).²

Hat die Frauenpolitik versagt? In den letzten 30 Jahren konnten die Frauenorganisationen parteiübergreifend viel bewegen. Wir haben seit 1981 den Gleichstellungsartikel in der Verfassung verankert und auch einen Artikel zur Lohngleichheit. Wir haben die Mutterschaftsversicherung, ein liberales Abtreibungsgesetz, und in vielen Studiengängen hat es heute mehr Frauen als Männer. Doch irgendwie scheinen die Frauen nicht zu Machtpositionen vorzudringen, ob in der Wirtschaft oder in der Politik. Die Lohndifferenz hat in den letzten Jahren sogar zugenommen und die 30-Prozent-Marke für den Frauenanteil in der Politik wird nicht überschritten. Fehlt es an Nachwuchs? Wollen die Frauen gar nicht? Werden die Frauen verhindert?

Fangen wir mit dem Positiven an: Von allen bürgerlichen Parteien hat die FDP den höchsten Anteil an Frauen in den kantonalen Regierungen, nämlich rund 30 Prozent. Die FDP ist die einzige Partei, die sich seit über 12 Jahren ein professionell geführtes Frauen-Generalsekretariat leistet. Für die FDP ist klar: Es braucht Investitionen, starke Frauen-Sektionen in den Kantonen und einen engen Austausch

.....

Wenn wir es schaffen, dass Tagesschulen Realität werden, können wir ambitionierte Frauen in Toppositionen bringen.

untereinander. Wenn wir Frauen in Toppositionen bringen wollen, müssen wir bei der Basis anfangen, denn die Frauen kommen nicht von selbst. Wir müssen gute und ambitionierte Frauen gezielt für die Politik begeistern und ihnen Perspektiven aufzeigen.

Die FDP Frauen sehen sich als Vertreterinnen der Frauen aus der Wirtschaft. Und hier sehen wir, dass die Vereinbarkeit von Familie und Beruf gerade für viele Frauen immer noch eine grosse Hürde ist. Wie will eine Frau, die mit grosser Anstrengung Beruf und Familie vereinbart, noch zusätzlich ein politisches Mandat übernehmen? Die Förderung der besseren Vereinbarkeit von Familie und Beruf ist für die FDP Frauen eine vordringliche und kontinuierliche Aufgabe. Wir haben uns zum Ziel gesetzt, in diesem Bereich liberale Antworten zu bieten. Nur mit einer gezielten Strategie kann Elternschaft unterstützt, das Demographieproblem entschärft und das nötige Wirtschaftswachstum generiert werden. Die Schweiz braucht ein breites Angebot an Kinderbetreuung sowie familienfreundliche Unterrichtsmodelle mit Blockzeiten, Mittagstischen und Tagesschulen. Die FDP Frauen fordern die Individualbesteuerung und verlangen die staatliche Entlastung von Familien. Ein wichtiges Postulat ist zudem die Forderung an die Arbeitgeberseite nach flexiblen Arbeitsmodellen, Job-Sharing, der Nutzung neuer Technologien sowie firmeneigenen Diversity-Strategien. Die FDP Frauen sind überzeugt, dass sich Mixed-Leadership, also die von Frauen und Männern geteilte Verantwortung in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft, für alle lohnt.

Wir wollen Frauen und Männer, die auf Augenhöhe miteinander leben, politisieren und arbeiten.

Dementsprechend verfolgen wir für die Förderung von weiblichen Nachwuchskräften eine zweispurige Strategie. Zum einen vernetzen wir die Frauen untereinander, machen uns innerhalb der Partei für die weiblichen Kandidaturen stark, motivieren Frauen, sich politisch zu engagieren, und geben liberalen Frauen auf nationaler Ebene eine Stimme. Und auf der anderen Seite engagieren wir uns mit Herzblut für eine bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf. Denn nur wenn wir es schaffen, dass Tagesschulen endlich Realität werden, können wir auf das ganze Potential von ambitionierten Frauen zurückgreifen und sie in die Toppositionen bringen. Und das alles erreichen wir nur, wenn auch die Männer mitziehen. Wie bereits 1983 gesagt: «Die Politik der FDP geht nach liberaler Auffassung von der Freiheit und Würde sowie der Selbstverantwortung des Menschen aus. Sie strebt deshalb die freie Entfaltung des Individuums, ob Mann oder Frau,

mit allen Fähigkeiten und schöpferischen Kräften zu verantwortungsbewussten Persönlichkeiten an. Beide, Mann und Frau, sind als Individuum frei, ihre Ziele zu bestimmen; beide, Mann und Frau, sind jedoch als soziale Wesen gleichermaßen verantwortlich für die Gestaltung der gesellschaftlichen und politischen Verhältnisse. Diese Überzeugungen liegen allen gesellschaftspolitischen und deshalb auch allen frauenpolitischen Anliegen zugrunde.»

Männer und Frauen beschreiten gemeinsam den Weg für gemischte Teams in der Politik, Wirtschaft und Gesellschaft, ob zuhause, im Büro oder in der Liebe. Wir wollen Frauen und Männer, die auf Augenhöhe miteinander leben, politisieren und arbeiten.

.....
Claudine Esseiva ist Betriebsökonomin FH und hat einen Master in Entrepreneurship. Sie arbeitet als Generalsekretärin FDP.Die Liberalen Frauen Schweiz und als Senior Consultant bei furrerhugi.

Anmerkungen

- 1 Anmerkung der Redaktion: Diese Definition der «Frauenfragen» entspricht fast wörtlich derjenigen, die 1981 in «Ausgelaugt bis Zärtlichkeit. Fakten zur Emanzipation von Frau und Mann», herausgegeben von der Eidgenössischen Kommission für Frauenfragen EKF, aufgeführt wird.
- 2 www.parlament.ch/d/dokumentation/statistiken/seiten/frauen-parlament.aspx

Frauenanteil in der Bundesversammlung und in der kantonalen Politik:

www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/17/02/blank/key/frauen_und_politik/kantone.html

Analysen der EKF zur politischen Repräsentation der Frauen:

www.frauenkommission.ch > Studien und Empfehlungen

«**Frauen wählen!**», ein Projekt der EKF und der in ihr vertretenen schweizerischen Frauenverbände zu den Wahlen 2015: www.frauen-waehlen.ch

La CFQF pose la question:

Quels sont les modèles d'une femme politique d'aujourd'hui?

Cesla Amarelle répond



Membre du Conseil national pour le parti socialiste, professeure de droit public à l'université de Neuchâtel et mère de deux filles – Cesla Amarelle prend plaisir à faire beaucoup de choses, et avec du succès. Pour la vaudoise, l'engagement politique est vital.

Qu'est-ce qui vous motive à vous engager en politique?

Je m'engage en politique pour pouvoir faire avancer des causes et des combats concrets, pour lutter contre les inégalités et faire progresser l'intérêt général. J'aime le travail collectif et j'ai besoin de travailler avec ceux dont les convictions me sont proches pour améliorer le sort des gens. Mon engagement politique a véritablement commencé en 2004 avec une problématique concrète qu'on a appelée «la crise des 523», soit la question de 523 requérants d'asile déboutés en risque d'expulsion forcée. Cette problématique nous a conduit à créer un refuge pour les requérants d'asile dans le canton de Vaud. Avant, j'étais plutôt engagée dans les associations d'étudiants. C'est cette question liée à l'asile qui m'a véritablement motivée à entrer dans les institutions. Vu que mes parents et mes grands-parents étaient socialistes, le choix du parti n'a pas été très difficile. Je suis née en Uruguay, un pays qui se trouvait sous le joug d'une dictature militaire à l'époque, et mes parents ont fui en Suisse quand j'avais cinq ans. Ils étaient très engagés dans le mouvement socialiste sud-américain. Par leur propre investissement et exemple, ils ont contribué à mon envie de m'impliquer, à mon tour, même si la politique institutionnelle ne les impressionne pas. J'ai surtout été marquée par leur engagement humanitaire et les missions que j'ai faites avec eux.

Est-ce que l'expérience d'immigrer en Suisse a influencé votre engagement politique?

L'accueil à Yverdon était d'une bienveillance complète. Je n'ai jamais eu le sentiment d'être étrangère, même si je ne parlais pas le français au début. Quand j'ai obtenu le passeport suisse à 16 ans, c'était pour moi comme le permis de conduire: une pure étape administrative. J'ai toujours considéré que ce pays était le mien et que la société suisse était la mienne. C'est seulement avec l'émergence de l'UDC dans les années 90 que j'ai commencé à comprendre que le fait d'être né ailleurs qu'en Suisse était un fait qu'on pouvait dénigrer. A cette époque, on commençait à stigmatiser les requérants d'asile et j'ai compris qu'il existait des difficultés que je n'avais pas perçues. Mes parents ont passé par les organisations internationales, disposaient de bonnes formations et je n'avais donc pas eu à solliciter le statut de réfugiée. J'ai compris qu'il était important de défendre ces personnes dans lesquelles je me reconnais d'une certaine manière.

Est-ce qu'il y a des politiciennes qui vous servent de modèle?

Il y a des femmes de gauche qui m'inspirent, comme Ruth Dreifuss, Christiane Brunner ou encore une intellectuelle engagée comme Simone de Beauvoir. Yvette Jaggi, l'ancienne syndique de Lausanne, était clairement aussi un modèle pour moi. Je trouve intéressant d'observer les choix professionnels et familiaux de ces femmes qui sont fortes, même si la structure sociale n'est pas faite

«La société n'est pas construite pour les femmes, elle était faite par des hommes et pour des hommes.»

«Une meilleure représentation politique des femmes doit passer par l'augmentation de leur autonomie professionnelle.»

pour elles: pourquoi Hillary Clinton n'a-t-elle eu qu'un enfant et Michelle Obama en a deux? Elles se débrouillent dans cette configuration, et moi j'observe et j'essaie de trouver la meilleure manière de m'organiser. Je ne veux pas renoncer à des choses qui me passionnent: l'enseignement, la recherche, la politique et ma famille. Les êtres humains ont toujours besoin de beaucoup de choses – femmes et hommes.

Vous avez quand-même un peu plus de modèles à suivre que les premières femmes élues au parlement national. Qu'est-ce que les expériences de vos devancières vous apportent?

J'ai vu ce qui s'est passé avec Liliane Uchtenhagen ou encore Elisabeth Kopp. On en tire des leçons. Je fais par exemple toujours attention à avoir un œil sur ce que fait mon mari, qui est directeur administratif et financier de l'hôpital universitaire vaudois (elle rit). Il y a des pièges et j'essaie d'apprendre de ces expériences négatives. On caricature souvent les femmes en politique: on avait par exemple dit que Simonetta Somaruga se comportait comme Madame Rottenmeier, la maîtresse de Heidi. Il est important de ne pas laisser les médias ou des collègues vous exposer à de telles caricatures même si elles sont inévitables. Je pense que c'est en observant et en écoutant quelques conseils bienveillants qu'on peut éviter certains écueils. Je ne publierai par exemple jamais une photo de mes enfants, ni ne donnerais des conseils vestimentaires ou culinaires.

Est-ce qu'il existe un certain intérêt commun des femmes au parlement national?

Nous sommes confrontées à des problèmes communs, en particulier dans le cadre de la triple conciliation entre vie familiale, professionnelle et politique. Dans les faits, la société n'est pas construite pour nous, elle était faite par des hommes et pour des hommes. Parlons par exemple des horaires du parlement: c'est une organisation totalement masculine qui prévoit qu'il y a Madame qui reste à la maison avec les enfants, et Monsieur qui fait sa session pendant trois semaines et qui reste à l'hôtel avec

ses collègues. Donc oui, je pense qu'on a toutes des intérêts communs à défendre sur ce plan, mais que certaines en ont conscience et que d'autres pas. J'ai beaucoup de respect pour chacune de mes collègues au parlement parce que toutes traversent une certaine solitude à un certain moment. Leurs trajectoires sont différentes de la mienne, mais à un moment donné, elles ont toutes découvert ce que c'est que d'être une femme dans un «système» encore trop dominé par les hommes.

Qu'en est-il de la représentation politique des femmes dans vingt ans?

Il est essentiel d'augmenter le nombre de femmes au parlement parce que c'est une question de justice et que c'est le meilleur moyen pour obtenir des avancées dans le domaine de l'égalité salariale et de la politique familiale. J'espère évidemment qu'il y aura une progression, même je suis modérément optimiste. Il y a toujours une tendance forte en Suisse pour obliger les femmes à réduire leur temps de travail à l'arrivée des enfants. Or si vous voulez être une femme indépendante, vous devez être active pleinement, il n'y a pas de secret. Une meilleure représentation politique des femmes doit passer par l'augmentation de leur autonomie professionnelle. Il faut aussi commencer plus tôt, et éduquer différemment les filles: on apprend toujours aux filles d'être dans la réserve, d'être de bonnes élèves et surtout de ne pas prendre l'initiative face aux choses. Moi, je dis à mes filles: Oui, bien sûr il faut bien travailler à l'école, mais nous ne devons pas être que de bonnes élèves. Il faut que la société nous appartienne aussi. Les filles doivent apprendre à faire bouger elles-mêmes les choses.

Entretien: **Caroline Honegger**

Les femmes dans la politique:

www.parlament.ch/f/dokumentation/dossiers/frauenpraesidien/Pages/frauenpraesidien-politik.aspx

La CFQF domanda:

Perché in Ticino per le donne sembra più difficile fare politica?

Barbara Bassi risponde



Andrea Tedeschi

In Ticino alle legislative del 2015 la rappresentanza delle donne si è avvicinata in percentuale alla media nazionale, ma nessuna donna è entrata a far parte del Governo. Anche i media devono ripensare il proprio ruolo.

In Ticino hanno avuto luogo da pochi mesi le elezioni cantonali 2015. Il risultato è di 22 donne elette su 90 candidati per il Gran Consiglio e 0 donne elette al Consiglio di Stato. Va ricordato che in Ticino dopo la concessione del voto alle donne nel 1968, nel 1970 si era deciso di portare i deputati da 60 a 90 per dare spazio alle candidate e di fatto ancora oggi le donne non ricoprono i 30 seggi pensati per loro.

Per alcuni il dato è insoddisfacente, per altri si tratta comunque di un moderato miglioramento visto che la percentuale di rappresentanza delle donne è per il Gran Consiglio del 24.4% ossia vicina alla media nazionale del 25.5%. Vi è inoltre un aumento del numero di elette rispetto alle elezioni del 2011 (+ 8). Certo osservando l'evoluzione dal 1971, anno in cui si è parificato a livello federale il diritto civico delle donne a quello degli uomini, qualche miglioramento c'è stato. Si è passati dal 11,1% del 1971 al dato di oggi. Si è guadagnato dunque un 13,3%, sì ma in 44 anni. Eppure l'elettorato femminile, per lo meno in Ticino, è del 54%. Viene dunque spontaneo chiedersi perché vi è ancora una tale sproporzione di rappresentanza tra elettorato ed elette? Perché a distanza di 44 anni ci troviamo ancora con un Gran Consiglio dove su 5 seggi neanche uno è occupato da una donna? A mio avviso ciò è dovuto a una concomitanza di fattori che influenzano sia le candidature che le espressioni di voto. Proverò qui a enunciarne alcuni senza alcuna pretesa di esaustività.

Stereotipi

Il più semplice ma anche il più radicato è il motivo dello stereotipo. Purtroppo a distanza di 44 anni

non siamo molto lontane dalle affermazioni riportate nel Bollettino stenografico dell'Assemblea federale del 1951 e 1958 di coloro che erano contrari all'introduzione del voto alle donne e che vedevano la donna solo ed esclusivamente come puerpera o moglie o comunque braccia di lavoro gratuito e incapace di capire e far di politica. Questa visione pesa ancora oggi nei diversi ambiti della società, primo tra tutti il mondo del lavoro.

È chiaro che nel far politica si porta avanti anche la propria immagine e la propria professionalità. E qui le donne incontrano già i primi grossi scogli. Finiti gli studi, molte donne non entrano nel mondo del lavoro o vi entrano e poi lo sospendono a causa del carico familiare dovuto alla nascita dei figli. Anche coloro che si limitano al congedo maternità spesso optano per lavori a tempo parziale. Fattori questi che contribuiscono a limitare la crescita professionale delle donne e la possibilità di raggiungere posti dirigenziali e di poter dunque spendere quel bonus psicologico che dà una posizione di rilevanza nella valutazione che gli altri fanno della professionalità di una persona.

L'immagine

Secondo scoglio per le donne, molto più che per gli uomini, è l'immagine. Forse questa è un'attitudine più latina ma di frequente nel mondo della politica ritroviamo il discrimine nel parametro di valutazione tra un uomo e una donna. Difficilmente si è assistito in passato a disamine estetiche su candidati o deputati uomini. Non si guarda come si vestono, né se sono grassi o magri, belli o brutti. Al massimo si commenta, per lo meno in Ticino, delle frequenti compagne femminili che uno ha. Fatto che viene

.....

Molto più che per gli uomini, l'immagine è un scoglio per le donne.

ahimè ancora letto come un atout. Per le donne è tutta altra storia. Non devono essere troppo belle altrimenti è difficile credere che siano anche intelligenti. Devono però essere comunque femminili perché se sono maschili tanto vale scegliere un uomo. Devono essere sempre impeccabili, ma se lo sono troppo vuol dire che dedicano troppo tempo alle frivolezze e non ai problemi del paese. Per non parlare poi della satira che sbeffeggia le donne in politica sempre riferendosi alla loro immagine o associandola ad ambiti legati alla sessualità. E qui c'è una forte responsabilità anche dei mass media, altro ambito dove si deve purtroppo riscontrare ancora un forte discrimine di genere, che ancora mancano di una coscienza paritaria sia nel trattare le tematiche che nello spazio da dedicare alle persone (troppo spesso uomini). Questo atteggiamento nei confronti delle donne va detto non è esclusivo di coloro che sono di sesso maschile, ma anche delle stesse donne che sono così vittime due volte di questo retaggio sociale. Il linciaggio che spesso ne consegue è un forte deterrente per le donne che vorrebbero mettersi in gioco in politica e fa desistere quelle che ci provano con successo.

È necessario che i partiti, tutti, si diano delle quote di donne da presentare nelle liste.

Il carico familiare

Terzo grande scoglio per le donne è il carico familiare. Sono stati fatti molti passi in particolare negli ultimi venti anni. Vi sono maggiori strutture di accoglienza per i figli e per gli anziani che alleggeriscono il lavoro di cura spesso compito delle donne. Alcune aziende hanno sposato metodi di lavoro come il tempo parziale, la condivisione della funzione (*job sharing*) o il telelavoro (*home office*) che permettono alle donne di meglio conciliare vita professionale e familiare. Ma ancora troppe aziende restano fisse su vecchi schemi e non sviluppano politiche aziendali a favore delle famiglie, per esempio favorendo anche il tempo parziale per gli uomini. Ed è evidente che le donne attive professionalmente, quelle dunque che per l'immagine professionale hanno maggiori opportunità di essere messe in una lista di voto e conseguentemente elette, se hanno anche un forte carico familiare non dispongono del tempo per svolgere un ruolo politico.

In questo contesto sociale dove il discrimine di genere è purtroppo ancora il modello principale vi sono per fortuna sempre più uomini che vogliono veder riconosciuto il loro ruolo di padri e che vedono il rapporto con la propria compagna paritario così che anche accettano anche di avere un ruolo apparentemente secondario accanto a una donna di rilievo. Elemento anche questo ancora prigioniero del retaggio sociale che vuole accanto a un grande uomo una perfetta moglie sostenitrice mentre non si immagina accanto a una grade donna un perfetto marito sostenitore.

Intervenire a più livelli

È dunque a mio avviso necessario proseguire con quelle modifiche sociali e strutturali che danno alla donna realmente delle pari opportunità anche in politica. I partiti, tutti, devono darsi delle quote di donne da presentare nelle liste. Bisogna che le donne per prime abbiano il coraggio di scendere in campo, coscienti dell'importanza della possibilità che viene loro data di portare uno sguardo diverso e magari anche un modo diverso di fare politica, che sia meno un'arena dove darsi battaglia (per dimostrare il proprio potere) bensì più un'accademia dove si devono ricercare le migliori soluzioni nell'interesse comune e pubblico. È indispensabile che le donne imparino e in diversi casi continuino a sostenersi tra loro, con quel fare da lobby o da spogliatoio così caro agli uomini, almeno fin tanto che non si giunga a una situazione paritaria e di equilibrio. Infine bisogna sperare che continuino ad esserci concittadini illuminati che appoggino questa visione di uguaglianza e che questi siano sufficienti a fermare la decadenza verso la quale sembriamo farci risucchiare in questa epoca di comunicazione sociale.

.....
Barbara Bassi, lic. iur., è redattrice responsabile del periodico syndicom-il giornale e membro della Commissione federale per la politica dei media (cofem).

Pubblicazioni della CFQF relative a donne, massmedia, politica (1999, 2003, 2016):
www.comfem.ch > Studi e raccomandazioni

Die EKF fragt:

Was unternimmt die Universität St. Gallen, um den Anteil der Frauen in Führungspositionen zu erhöhen?

Gudrun Sander antwortet



Die Universität St. Gallen gilt als Kaderschmiede der Schweizer Wirtschaft. Die EKF wollte deshalb wissen, was die Hochschule für die angehenden weiblichen Kader zu bieten hat.

Es gibt gute Gründe, Frauen in Führungspositionen zu bringen:

- Frauen haben bildungsmässig aufgeholt. Sie erwerben etwa die Hälfte der Universitäts- und Fachhochschulabschlüsse in der Schweiz (Ausnahme: Dokorate).
- Unternehmen begrenzen ihren Pool an gut qualifizierten Arbeitskräften, wenn sie Frauen bei der Rekrutierung nicht berücksichtigen oder gut ausgebildete Frauen nicht im Unternehmen halten.
- In der Schweiz haben wir heute schon einen Mangel an Fach- und Führungskräften, der sich u.a. durch die demographische Entwicklung weiter verschärfen wird.
- Für den Erhalt der Sozialversicherungssysteme und der Generationensolidarität braucht es dringend eine bessere Integration der Frauen in die Wirtschaft und in Führungspositionen.
- Frauen treffen bis zu 85 Prozent der Konsumentscheidungen – nicht nur bei Mode, auch bei Autos, Ferien, Unterhaltungselektronik etc. – und immer noch entscheiden in den Unternehmen mehrheitlich Männer, was Frauen brauchen.

Mehr Frauen in Führungspositionen ist schon lange nicht mehr nur eine Frage von Gerechtigkeit, sondern auch eine Frage der ökonomischen Vernunft.

Veränderungen der letzten Jahre

Als ich 1989 an die Universität St. Gallen kam, war ich die einzige Frau im Doktorandenseminar Controlling. Es gab eine oder zwei Professorinnen und weniger als 20 Prozent Studentinnen. Heute sind wir bei einem Drittel Studentinnen und 11 Professorinnen – immerhin. Wir haben ein Diversity-Programm im Kontextstudium; das HSG Alumni Wo-

mens' Chapter organisiert Veranstaltungen und Vernetzungsanlässe für HSG Absolventinnen; die Management-Weiterbildung «Women Back to Business» wird 2015 zum 8. Mal durchgeführt und der MBA Women in Business Club bietet unter anderem Mentoring, Karriereplanung und Netzwerkanlässe an. Dazu kommen das Servicezentrum Chancengleichheit, zwei Kinderkrippen, zwei Titularprofessuren für Diversity Management, eine ständige Dozentur für Gender und Diversity und eine HSG-Diversity-Strategie, die im Sommer 2015 in der Vernehmlassung ist. Zugegebenermassen war die HSG keine der Vorreiterinnen in Sachen Gleichstellung und Frauenförderung. Durch den steigenden Druck der Akkreditierungsstellen und mit einem gesunden Pragmatismus hat sich in den letzten Jahrzehnten in unterschiedlichen Bereichen jedoch vieles verändert.

Lehre

Die ab 2001 neu angebotenen Curricula nach dem Bologna-System haben dazu geführt, dass der Frauenanteil markant gestiegen ist. Einzelne interdisziplinäre Masterprogramme wie der Master in Management, Organisation und Kultur (MOK) haben heute sogar einen Frauenanteil von zwei Dritteln. Beim Doktoratsstudium ist der Frauenanteil auf 36 Prozent angewachsen. Die Basis an potentiellen Führungsfrauen, welche die HSG verlassen, wächst also kontinuierlich. Im Kontextstudium, das ein Viertel des Grundstudiums umfasst, unterrichten zudem jedes Semester Expertinnen und Experten Gender- und Diversity-Themen, um die jungen Frauen und Männer als zukünftige Führungskräfte dafür zu sensibilisieren.

Die Basis an potentiellen Führungsfrauen, welche die HSG verlassen, wächst kontinuierlich.

Weiterbildung

Auch in der Weiterbildung gibt es viele Bemühungen, den Frauenanteil, der heute bei ca. 27 Prozent liegt, zu erhöhen. Denn kontinuierliche Weiterbildung ist ein wichtiger Baustein in der Karriereentwicklung. Programme mit internationaler und jüngerer Zielgruppe haben einen höheren Frauenanteil. Bei zeitaufwendigen Weiterbildungen wie dem Executive Master in Business Administration (EMBA) machen Frauen weniger als 20 Prozent aus. Ein Grund dürfte wohl in der schwierigen Balance von Beruf, Familie und Weiterbildung liegen. Mit Stipendien und mehr Flexibilität bei der Programmgestaltung versucht die HSG den Frauenanteil auch in diesen Programmen zu erhöhen. Denn Weiterbildungen wie der EMBA-HSG sind ein wichtiges Sprungbrett für höhere Managementfunktionen.

... für Verwaltungsrätinnen

Ein weiterer Schwerpunkt ist die Weiterbildung für Verwaltungsrätinnen. Über die Plattform des Female Board Pools vermittelt die HSG den Unternehmen kompetente und engagierte Frauen für Verwaltungsräte. Sie versucht damit, qualifizierte Frauen sichtbarer zu machen und so den Frauenanteil in diesen Gremien zu erhöhen. Denn die auf Männernetzwerken basierende Rekrutierungspraxis der Unternehmen verhindert, dass qualifizierte Frauen ins Blickfeld kommen.

... und Wiedereinsteigerinnen

Die auf Wiedereinsteigerinnen zugeschnittene Management-Weiterbildung «Women Back to Business» ist ein weiteres Angebot, um sehr gut ausgebildete Frauen nach einer Familienphase bzw. einer Phase mit einem geringen Beschäftigungsumfang (häufig unter ihrer Qualifikation) wieder ins Erwerbsleben zurückzubegleiten oder beim Umstieg in eine qualifizierte Position zu unterstützen. Eine externe Evaluation hat gezeigt, dass 75 Prozent der Teilnehmerinnen so den Weg zurück ins Erwerbsleben finden. Auch mit diesem Programm trägt die HSG dazu bei, den Frauenanteil in Führungspositionen zu erhöhen.

Forschung – aus der Praxis für die Praxis

Viele HSG-Institute haben laufend Forschungsprojekte in den Themenfeldern Gender und Diversity und arbeiten dabei oft sehr eng mit Unternehmen zusammen. Am Competence Center for Diversity and Inclusion (CCDI-FIM) werden z. B. in Zusammenarbeit mit Firmen Analysen der Mitarbeitendendaten, der Leistungsbeurteilungen oder der Löhne durchgeführt und Massnahmen erarbeitet,

um mehr Frauen in Führungspositionen zu bringen und sie dort auch zu halten. Das können innovative und flexible Karrierewege für Frauen und Männer sein, aber auch die Reflexion des Führungsverständnisses. Denn Teams, die in flexiblen Arbeitsarrangements tätig sind, brauchen eine andere Form der Führung als Männerteams, in denen alle Vollzeit tätig sind. In diesen angewandten Forschungsprojekten profitiert die HSG von ihrer bekannten Stärke, der Praxisnähe.

Was braucht es in Zukunft?

Die Universität St. Gallen kann noch mehr tun, um den Frauenanteil in Führungspositionen zu erhöhen. Drei Beispiele: 1. Studierende brauchen Vorbilder: erfolgreiche Professorinnen mit Kindern; Professoren, die im Job-Sharing arbeiten; HSG-Absolventinnen, die sich in Lehrveranstaltungen engagieren etc. 2. Eine stärkere und systematischere Verknüpfung der Kernfächer mit den Gender- und Diversity-Themen, um die Studierenden als die Führungskräfte von morgen besser auf die Arbeitswelt vorzubereiten. 3. Eine stärkere Sensibilisierung der jungen Frauen in Bezug auf Familie und Karriere. Ich bin immer wieder erstaunt, mit welcher Selbstverständlichkeit Masterstudentinnen heute noch sagen, dass sie aus dem Erwerbsleben aussteigen werden, wenn sie Kinder haben. Aber auch die jungen Männer müssen sich ihrer Vorstellungen bewusster werden. Und zu guter Letzt braucht es Unternehmen, öffentliche Verwaltungen und Non-Profit-Organisationen, welche alles daran setzen, dass sich die vielen top qualifizierten und engagierten jungen HSG-Absolventinnen in ihren Organisationen weiterentwickeln und die Zukunft mitgestalten können.

Prof. Dr. Gudrun Sander ist Titularprofessorin für Betriebswirtschaftslehre mit besonderer Berücksichtigung des Diversity Managements an der Universität St. Gallen.

Teams mit flexiblen Arbeitsarrangements brauchen eine andere Form der Führung als Vollzeit-Männerteams.

Das **SUK-Programm P4** «Chancengleichheit von Mann und Frau an Universitäten/ Gender Studies 2013–2016» (www.swissuniversities.ch) und das **«Bundesprogramm Chancengleichheit für Frauen und Männer an Fachhochschulen 2013–16»** (www.sbfi.admin.ch) verfolgen Ziele mit Schwerpunkten in der Lehre, Nachwuchsförderung, Vereinbarkeit und Berufswahl.

Schillingreport 2015: Analyse der Geschäftsleistungen und Verwaltungsräte, u.a. Vertretung der Frauen: www.schillingreport.ch/de/report.aspx

Die EKF fragt:

Wann steht die erste Frau an der Spitze des Bauernverbandes?

Christine Bühler antwortet



Christine Bühler ist Präsidentin des Schweizerischen Bäuerinnen- und Landfrauenverbandes SBLV und hat 2013 als erste Frau im Präsidium des Schweizer Bauernverbandes SBV Einsitz genommen.

Sie sind seit 30 Jahren Bäuerin und seit 2011 Präsidentin des SBLV. Was war Ihre Motivation, sich im Verband zu engagieren?

Die Hauptmotivation ist für mich, meine Erfahrungen weitergeben zu können und das – immer noch sehr konservative – Berufsbild der Bäuerin etwas der Gegenwart anzupassen.

Kurz nach Ihrer Wahl zur Präsidentin sind Sie am 14. Juni 2011 beim Aktionstag für Gleichstellung aufgetreten und haben sich öffentlich für die Gleichstellung der Frauen stark gemacht. Warum war Ihnen dieser Auftritt wichtig?

Damals waren ja auch die Jubiläen 30 Jahre Gleichstellungsartikel und 40 Jahre Frauenstimmrecht. Das war für mich ganz wichtig, weil ich grosse Achtung habe vor den Frauen, die das für uns erkämpft haben. Für uns ist das Stimm- und Wahlrecht heute selbstverständlich. Und da war es wichtig, zu sagen: Frauen, das ist nicht selbstverständlich, da musste jemand den Kopf hinhalten und kämpfen. Das war der Hauptgrund, und auch, weil wir, wie gesagt, ein sehr konservatives Bild der Bäuerin haben, das der Gegenwart nicht mehr entspricht.

2015 engagierten Sie sich Anfang März beim Manifest für Lohngleichheit. Was war Ihr Anliegen?

Unsere Hauptmotivation ist, Solidarität unter den Frauen zu zeigen und deutlich zu machen, dass wir Frauen in der Landwirtschaft noch nicht am Ziel sind. So sind etwa Frauen in landwirtschaftlichen Organisationen immer noch eine Seltenheit. Lohngleichheit ist insofern ein Thema, als es vielfach darum geht, überhaupt einen Lohn zu haben. Der

Grossteil der Bäuerinnen gilt als mitarbeitende Familienmitglieder, aber Lohn wird meist weder ausbezahlt noch ausgewiesen. Das ist 2011 dann zu einem grossen Thema im Verband geworden. Wir hatten sehr viele Reaktionen, vor allem auch von älteren Bäuerinnen, die fanden, es sei jetzt endlich an der Zeit, das Thema anzugehen.

Konnten Sie hier Fortschritte verzeichnen?

Ich denke schon. In den Bauernfamilien ist das Thema jetzt angekommen und auch die landwirtschaftlichen Beratungsstellen haben es aufgenommen.

2013 wurden Sie als erste Frau ins Präsidium des Schweizer Bauernverbandes gewählt. Dort haben die Frauen seither einen festen Sitz. Was ging diesem wahrhaft historischen Ereignis voraus?

Das war schon auch öffentlicher Druck, der da auf den Bauernverband ausgeübt wurde. Wir hatten ja bis 2011 einen einzigen Sitz im 19-köpfigen Vorstand und 2012 bekamen wir einen festen zweiten Sitz. Nach der Wahl von Markus Ritter an die Spitze des Bauernverbandes wurde dann auch das Präsidium neu bestellt. Die Forderung der Frauen war schon lange im Raum gestanden, aber immer an einer Kleinigkeit gescheitert. Es muss mit der Parteilozugehörigkeit und den Regionen aufgehen. Wir hatten bereits im 2013 eine Kandidatur angemeldet, die nicht angenommen wurde, obwohl alles gestimmt hätte und die Frau sehr kompetent gewesen wäre. Das war ein Debakel. Danach hat man beschlossen, die Statuten zu ändern, und so ist es innert drei Monaten dann durchgegangen.

«Wir haben ein sehr konservatives Bild der Bäuerin, das nicht mehr der Gegenwart entspricht.»

Was sind Ihre wichtigsten Ziele im SBV?

Letztes Jahr war das Internationale Jahr der Familienbetriebe, da habe ich mich sehr engagiert. Generell ist es mir wichtig, den Konsumentinnen und Konsumenten aufzuzeigen, was unsere Produkte sind. Das geschieht aber eigentlich stärker über den SBLV. Das Projekt SWISS TAVOLATA gehört da auch dazu. Hier können wir aufzeigen: Wir haben super Produkte, v.a. auch saisonale Produkte, und das ist der grösste Pluspunkt für die Umwelt.

Im 21-köpfigen Vorstand des SBV sind die Frauen mit zwei Vertreterinnen noch immer stark untervertreten. Wie wird sich dies in Zukunft entwickeln?

Das hängt auch damit zusammen, dass die Frauen in den landwirtschaftlichen Organisationen untervertreten sind. Um im Bauernverband anzukommen, muss man sich vorher in einer Mitgliedsorganisation engagiert haben. Das sind einerseits die grossen kantonalen Bauernorganisationen und andererseits die Produzentenorganisationen, in denen die Frauen nur schwach vertreten sind. In den kantonalen Verbänden hat es sich verbessert, dort sind jetzt in fast allen Kantonen auch Frauen im Vorstand. Dadurch entsteht ein Pool von Frauen, die Erfahrungen sammeln und dann allenfalls in den Vorstand des SBV gewählt werden können.

Was können Sie dafür tun?

Was mich sehr freut, ist, dass wir zunehmend junge und gut ausgebildete Frauen haben, die sich etwa in Kommissionen engagieren und die das Potenzial haben, einmal im Vorstand oder im Präsidium Einsitz zu nehmen. Das ist schon ein wenig eine Wachablösung. Es sind Frauen, die gemerkt haben: Wenn wir mehr mitreden wollen, müssen wir anfangen, uns stärker in den Verbänden zu engagieren.

«Wenn eine grosse Herausforderung zu bewältigen ist, kommen plötzlich Frauen zum Zug.»

Ist denn auch die Bereitschaft gewachsen, solche Frauen zu wählen?

Ja, das denke ich schon. In manchen Verbänden hat man gemerkt, dass die Frauen einen Mehrwert bringen. Wir werden auch häufiger nach Namen von Frauen gefragt, die sich für einen bestimmten Posten interessieren und dazu bereit wären.

Was würde sich ändern, wenn die Frauen im Schweizer Bauernverband paritätisch vertreten wären?

Ich könnte mir vorstellen, dass er dann schon etwas progressiver würde, offener und auch hartnäckiger. Das ist für mich eine weibliche Eigenschaft: dass wir, wenn etwas nicht geht, einen andern Weg suchen, anstatt einfach aufzugeben.

Wie lange wird es noch dauern, bis der Schweizer Bauernverband seine erste Präsidentin hat?

Das ist natürlich schwer abzuschätzen, aber es könnte auch ganz schnell gehen. Man sieht ja: Wenn es irgendwo eine grosse Herausforderung zu bewältigen gibt, dann kommen plötzlich Frauen zum Zug. Vielleicht, weil sie mit mehr Abstand ans Werk gehen und mehr die Interessen der Allgemeinheit im Blick haben.

Interview: **Katharina Belser**

Schweiz. Bäuerinnen und Landfrauenverband:
www.landfrauen.ch

Frauen in der Landwirtschaft:
www.blw.admin.ch/themen/00010/00073/01482/index.html?lang=de

La CFQF pose la question:

Pour quoi vous engagez-vous?

Carolina Eraso et Leana Ebel répondent



Carolina Eraso et Leana Ebel s'engagent dans la Marche mondiale des femmes (MMF). Elles expliquent comment elles sont arrivées à cet engagement et ce que la Marche signifie dans leurs vies.

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres nous serons en marche

Nous sommes deux jeunes femmes de 34 et 33 ans. Actives toutes deux dans la Marche mondiale des femmes, dans des cantons différents. Malgré les chemins différents que nous avons parcourus, nos récits se rejoignent à bien des égards. Et principalement par cette soif de changement et cet espoir d'un monde plus juste et plus humain. La lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes est une composante centrale et incontournable pour atteindre ce but.

La Marche mondiale des femmes est un réseau mondial d'actions qui rassemble des groupes de femmes de la base œuvrant pour éliminer les causes à l'origine de la pauvreté et des violences envers les femmes. Les valeurs de la Marche s'articulent autour de la mondialisation des solidarités, la diversité, l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples. C'est un mouvement qui s'appuie sur la valorisation du leadership des femmes et sur la force des alliances entre femmes et entre mouvements sociaux progressistes.

Carolina Eraso: Si nous voulons un monde plus juste, nous devons lutter pour l'émancipation des femmes

J'ai grandi dans une société profondément injuste. Quand nous étions petits, mon frère et moi avions horreur d'aller en ville et de voir les enfants mendier dans les rues de Bogotá (Colombie). Sans être riches, nous vivions dans un contexte favorable et protégé. Enfants, nous étions conscients que nous

vivions dans un pays où les inégalités et les injustices sont la norme et cela nous répugnait.

Lorsque mes parents ont décidé de migrer en Suisse pour des raisons économiques, j'avais 17 ans. C'était une grande aventure et, à plusieurs égards, un déchirement. Mais très vite je me suis sentie à l'aise dans ce nouveau pays. La migration a été pour moi une libération, une expérience qui m'a permis d'élargir mon esprit et mon rapport au monde. Après la maturité, je me suis lancée dans des études universitaires en sciences sociales. Le désir que j'avais déjà étant enfant d'œuvrer pour un monde meilleur et plus juste ne m'a jamais quitté. Mais ce n'est que pendant mes études que j'ai réalisé qu'il n'est pas possible d'atteindre ce monde souhaité sans se pencher sur des inégalités profondément ancrées et vécues au quotidien tant dans les rues, qu'à l'intérieur de chez nous: les inégalités entre femmes et hommes.

Dès que j'ai commencé à exprimer mes pensées et mes engagements féministes je me suis heurtée à une violence que je n'avais pas connue auparavant. Même les personnes qui m'étaient les plus chères m'insultaient lorsque j'exprimais ces convictions. C'était une période très dure. Fondamentalement je n'avais pas vraiment changé, mais je voyais le monde autrement et j'ai commencé à réaliser à quel point l'émancipation des femmes est un long chemin qui dérange.

Je suis enseignante et mère d'un petit garçon. Très souvent, quand je regarde mon enfant ou pense à mes élèves je me demande quel est le monde que

Nous devons continuer à nous battre pour les droits des femmes.

Etre féministe signifie remettre en question le monde dans son ensemble.

nous allons laisser aux générations à venir. Il est urgent d'agir pour un monde plus respectueux de l'environnement et des ressources naturelles. En Suisse, nous devons continuer à nous battre pour les droits des femmes, car trop souvent nous sommes confrontées à des retours en arrière préoccupants. Mais il est essentiel de toujours garder à l'esprit que notre bonheur et qualité de vie dans les pays du Nord dépendent et se font souvent aux dépens de femmes des pays du Sud.

J'aime la Marche mondiale des femmes parce que c'est un mouvement qui permet un niveau d'action très large et riche. Nous travaillons au niveau local tout en gardant des liens avec des femmes partout dans le monde. C'est également un espace qui permet de rencontrer et de côtoyer des femmes de tout horizon et vivant dans des contextes très différents; nous partageons des idéaux et nous avons des luttes communes, mais le regard sur le monde et sur le féminisme peut être varié. Pour moi, cette diversité est l'une des grandes qualités de la Marche car elle me permet de maintenir une certaine réflexivité. Active dans ce mouvement depuis cinq ans, je ne peux plus imaginer la vie sans cette part d'engagement politique et social.

Leana Ebel: Le féminisme est un outil de pensée et d'action profondément subversif

Le 14 juin 1991, les femmes font la grève en Suisse. J'ai 10 ans. Née dans une famille féministe, il était évident que j'allais accompagner ma mère pour ce jour fondateur. En échange, je propose de faire pour l'école un exposé sur le pourquoi de cette journée. Une fois mon exposé préparé, mon instituteur refuse de m'entendre et me demande d'apprendre l'hymne national suisse et de le chanter devant la classe. C'est une humiliation violente et la prise de conscience définitive de l'importance de lutter pour la condition des femmes, de nous défendre. A partir de ce jour, je n'ai eu de cesse d'agir pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes.

Je suis active dans la Marche mondiale des femmes depuis sa création parce que c'est un mouvement qui laisse un espace de réflexion, d'action et de création très large. L'aspect international et la volonté de changement radical sont essentiels. Etre féministe signifie pour moi remettre en question le monde dans son ensemble: il faut que les femmes aient une nouvelle place dans un nouveau monde.

Actuellement formatrice d'adultes pour des requérant-e-s d'asile, mère de deux filles, j'observe au quotidien que l'égalité a fait beaucoup de progrès, mais qu'il reste beaucoup de travail. Je veux une égalité salariale et professionnelle totale et plus de justice sociale. Je veux effacer l'angoisse que nous ressentons comme parents quand les places en crèche et en accueil parascolaire font défaut. Je veux que nous puissions contrôler nos vies et nos corps, je veux une éducation et un enseignement non sexiste, je veux un réel partage des tâches dans le couple. Je veux un statut légal pour les femmes et hommes migrant-e-s. Mon engagement dans la MMF me permet d'avancer ces revendications, d'imaginer des utopies et de concrétiser ces vœux. Le féminisme est un outil de pensée et d'action résolument contemporain et profondément subversif qui permet de changer la vision du monde en profondeur et d'agir pour une société différente. Militier dans la MMF c'est aussi rencontrer des femmes de tout horizon, de tout âge, créer ensemble, rire, et revendiquer le plaisir d'agir. Je suis fière d'être féministe.

Conclusion

En conclusion, nous aimerions souligner que l'engagement féministe n'est pas un engagement d'arrière-garde dépassé. Les jeunes d'aujourd'hui sont aussi conscientes des enjeux en marche et désireuses d'une société plus égalitaire, plus solidaire où chacun-e puisse trouver sa place.

.....
Leana Ebel est membre de la Marche mondiale des femmes en Suisse (Neuchâtel).
.....

.....
Carolina Eraso est membre de la Marche mondiale des femmes en Suisse (Genève).
.....

La Marche mondiale des femmes (MMF) est un réseau d'actions mondial, œuvrant pour éliminer la pauvreté et la violence envers les femmes. La MMF a été lancée suite à la Conférence mondiale de Pékin. www.marchemondiale.ch

Die EKF fragt:

Was will das Bündner Mädchenparlament?

Silvia Hofmann antwortet



Im November 2012 tagte im Rahmen des Nationalen Zukunftstags das 1. Bündner Mädchenparlament. Im Dreijahres-Rhythmus erhalten 120 Mädchen aus ganz Graubünden die Chance, ihre Anliegen zu präsentieren und zu diskutieren.

Erfahrungen aus dem Mädchenparlament

Anita Dirnberger war vierzehneinhalb Jahre alt, als sie im November 2012 am ersten Bündner Mädchenparlament teilnahm. «Am meisten beeindruckte mich, wie sich alle Mädchen auf den geordneten Ablauf des Parlamentsbetriebs eingelassen und sich gegenseitig und ihre Meinungen respektiert haben», erinnert sie sich. Die Gymnasiastin an der Evangelischen Mittelschule Schiers will nach der Matura Theologie studieren. Animierte zur Teilnahme am Mädchenparlament wurde sie durch ihre Spanischlehrerin, die im Unterricht immer wieder engagiert über Frauenrechte sprach. Aber auch der Wirtschaftslehrer hat die Mädchen in der Klasse aufgefordert, diese Chance wahrzunehmen. «Alle Mädchen haben sich grosse Mühe gegeben, mitzudenken und sinnvolle Vorschläge einzubringen», sagt Anita Dirnberger. «Sie wirkten während der Parlamentsdebatte plötzlich ein paar Jahre älter.» Es sei einfach toll gewesen zu sehen, wie Entscheide in einem Parlament vorbereitet und herbeigeführt werden. Sie würde jedem Mädchen empfehlen, mitzumachen und ein Interesse für die Politik zu entwickeln. Für sie persönlich sei es nicht so wichtig gewesen, dass das Mädchenparlament für Mädchen reserviert gewesen sei. Doch sie kenne viele Mädchen, die sich in Diskussionen von den Jungs in den Hintergrund drängen lassen. Bald wird Anita Dirnberger volljährig. «Ich freue mich auf meine erste Abstimmung.» Ob sie sich in Zukunft politisch engagieren will, lässt sie offen.

Auch Jana Niggli nahm mit vierzehn am Mädchenparlament teil. «Wir waren ein paar Kolleginnen, die es super fanden, etwas ausserhalb der Schule

machen zu können», sagt sie. «Es war schon beeindruckend, wie echt das alles gewirkt hat. Allerdings fragten wir uns, wie ernst wir genommen werden. Und unser eigenes Thema (Abschaffung des obligatorischen Lateinunterrichts) ging dann etwas unter.» Trotzdem würde Jana jedem Mädchen empfehlen, einmal beim Mädchenparlament mitzumachen. «An meinem Bild der Politik hat das Mädchenparlament nichts geändert. Es wird viel geredet, und der Prozess, bis etwas Konkretes herauskommt, ist lang.» Jana interessiert sich für Umweltfragen und engagiert sich dort. Auch das ist Politik.

Anita Dirnberger und Jana Niggli sind zwei von 120 Mädchen, die am 8. November 2012 zum ersten Bündner Mädchenparlament im Grossratssaal in Chur zusammenkamen. Aus allen Kantonsteilen waren sie angereist: aus der Val Müstair, aus Sedrun, Arosa, dem Engadin und Thusis. Viele kamen in Begleitung ihrer Lehrpersonen, und auf der Tribüne verfolgten Eltern, Patinnen, Freunde und Verwandte das Geschehen. Kameraleute, Journalistinnen und Journalisten mit Fotoapparaten und Mikrofonen bevölkerten das Foyer. Die Grossrätinnen und Grossräte, die sich als Mentorinnen und Mentoren zur Verfügung gestellt hatten, empfingen die Mädchen im Saal. Und dann läutete die Standespräsidentin Elita Florin-Caluori das Glöckchen und begrüsst die Mädchen, Regierungspräsidentin Barbara Janom Steiner und Regierungsrat Martin Jäger. Es war ein bewegender, ein historischer Moment.

«Die Mädchen wirkten während der Parlamentsdebatte plötzlich ein paar Jahre älter.»

Der Analyse folgt die Tat

Am Anfang stand die Erkenntnis, dass sich die politische Partizipation von Frauen nicht «automatisch» steigern würde. Bei den kantonalen Wahlen 2010 konnte der Frauenanteil im Grossen Rat bei gut 21 Prozent gehalten werden. Bei der jährlich stattfindenden Gemeindepräsidentinnenkonferenz (seit 2003 von der Stabsstelle für Chancengleichheit von Frau und Mann organisiert) nehmen jedoch immer weniger Frauen teil, und das nicht nur wegen der Gemeindefusionen. Auch in der fünfköpfigen Regierung amtiert seit Jahren nur eine Frau. Und die Bündner Vertretung im eidgenössischen Parlament (fünf im Nationalrat, zwei im Ständerat) umfasst ebenfalls nur eine Frau. Dazu kommt, dass ausser der SP Graubünden keine politische Partei eine explizite Frauenwahlförderung kennt.

Generell kann man sagen, dass das ländlich geprägte Graubünden immer wieder starke Politikerinnen hervorbringt, diese jedoch zu sehr Einzelfiguren sind und idealisiert werden. Der öffentliche – und damit der politische – Raum bleibt männlich geprägt. Es ist aber nicht so, dass Bündnerinnen weniger an Politik interessiert wären als Bündner. Dieser gängige Stereotyp wurde mit der META-Studie¹ schon vor elf Jahren widerlegt.

Die zündende Idee, in Graubünden ein Mädchenparlament durchzuführen, kam mir beim Besuch des «parlement des filles», das im Kanton Waadt jedes Jahr stattfindet. Ich war begeistert von der Debatte und der speziellen Atmosphäre im Lausanner Parlamentsgebäude. Auf dem Hintergrund des Nationalen Zukunftstags, an dem Mädchen und Buben einen Tag lang eine für ihr Geschlecht untypische Aktivität kennenlernen sollen, beschlossen wir in der Stabsstelle, das Bündner Mädchenparlament just auf diesen Tag zu legen. Damit sollte die Öffentlichkeit darauf aufmerksam gemacht werden, dass die Frauen in Graubünden in der Politik unterrepräsentiert sind.

Im Vorfeld schrieben wir alle Schulen und Schulleitungen an, suchten unter den amtierenden Grossrätinnen und Grossräten Mentorinnen und Mentoren, die die Mädchen in den Kommissionssitzungen und beim Verfassen von Anträgen anleiten sollten. Ausserdem forderten wir die Mädchen auf, eigene Anliegen einzubringen, die geeignet wären für eine Debatte. Aus den eingesandten Ideen filterten wir zwei Anliegen aus: die Forderung nach einem Gratis-Abo für Jugendliche auf dem ganzen Streckennetz des Öffentlichen Verkehrs in Graubünden

(Büga) und einem stärkeren Schutz vor Cybermobbing. Zudem richteten wir – analog zum echten Parlamentsbetrieb – eine Fragestunde ein. Die im Voraus eingereichten Fragen leiteten wir zur Beantwortung an die zuständigen Departemente weiter. Regierungspräsidentin Janom Steiner und Regierungsrat Jäger nahmen im Mädchenparlament dazu Stellung. Nach eindrücklichen, engagierten Debatten stimmte das Mädchenparlament zwei Petitionen zu, die seine Forderungen unterstrichen. In der Folge wurden die Petitionen von der Staatspolitischen Kommission und der Kommission für Bildung und Kultur des Grossen Rats diskutiert. Das «Gratis-Büga» wurde vom Grossen Rat erneut behandelt und (leider) abgelehnt.

Das Mädchenparlament erzeugte ein riesiges Medieninteresse. Die Symbolik ist verstanden worden. Kritik daran war marginal; lediglich aus bürgerlichen Kreisen hörte man, dass der Ausschluss von Buben nicht goutiert wurde. Die Stabsstelle wird das Mädchenparlament am 12. November 2015 erneut durchführen. Ein dreijähriger Rhythmus soll dazu beitragen, dass das Mädchenparlament etwas Besonderes bleibt und dass gleichwohl jedes Mädchen zwischen 13 und 16 Jahren die Chance erhält, daran teilzunehmen.

.....
Silvia Hofmann leitet seit 2003 die Stabsstelle für Chancengleichheit von Frau und Mann des Kantons GR.

Anmerkung

- 1 Silvia Hofmann-Conrad et al.: META – Politische Partizipation von Frauen in der Gemeindepolitik Graubündens. Herausgegeben von der Stabsstelle für Gleichstellungsfragen des Kantons Graubünden. Chur (Rüegger) 2004.

Die politische Partizipation von Frauen steigert sich nicht «automatisch».

Nach den Wahlen vom 18. Mai 2015 beträgt der **Frauenanteil im Bündner Parlament** 19.2 Prozent. In der Regierung sind 20 Prozent Frauen.

Die Stabsstelle für Chancengleichheit von Frau und Mann führt am 12. November 2015 das **2. Bündner Mädchenparlament** durch.

Weitere Informationen: www.stagl.gr.ch